

LEGGE 29 novembre 1980, n. 963.

Adesione al trattato sull'Antartide, firmato a Washington il 1° dicembre 1959, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al trattato sull'Antartide, firmato a Washington il 1° dicembre 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XIII del trattato stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1980

PERTINI

FORLANI — COLOMBO — SARTI —

LAGORIO — BODRATO — COMPAGNA

Visto, il Guardasigilli: SARTI

TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE

Les Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Chili, de la République Française, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de l'Union Sud-Africaine, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des Etats-Unis d'Amérique,

Reconnaissant qu'il est de l'intérêt de l'humanité toute entière que l'Antarctique soit à jamais réservée aux seules activités pacifiques et ne devienne ni le théâtre ni l'enjeu de différends internationaux;

Appréciant l'ampleur des progrès réalisés par la science grâce à la coopération internationale en matière de recherche scientifique dans l'Antarctique;

Persuadés qu'il est conforme aux intérêts de la science et au progrès de l'humanité d'établir une construction solide permettant de poursuivre et de développer cette coopération en la fondant sur la liberté de la recherche scientifique dans l'Antarctique telle qu'elle a été pratiquée pendant l'Année Géophysique Internationale;

Persuadés qu'un Traité réservant l'Antarctique aux seules activités pacifiques et maintenant dans cette région l'harmonie internationale, servira les intentions et les principes de la Charte des Nations Unies;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

1. Seules les activités pacifiques sont autorisées dans l'Antarctique. Sont interdites, entre autres, toutes mesures de caractère militaire telles que l'établissement de bases, la construction de fortifications, les manoeuvres, ainsi que les essais d'armes de toutes sortes.

2. Le présent Traité ne s'oppose pas à l'emploi de personnel ou de matériel militaires pour la recherche scientifique ou pour toute autre fin pacifique.

ARTICLE II.

La liberté de la recherche scientifique dans l'Antarctique et la coopération à cette fin, telles qu'elles ont été pratiquées durant l'Année Géophysique Internationale, se poursuivront conformément aux dispositions du présent Traité.

ARTICLE III.

1. En vue de renforcer dans l'Antarctique la coopération internationale en matière de recherche scientifique, comme il est prévu à l'Article II du présent Traité, les Parties Contractantes conviennent de procéder, dans toute la mesure du possible:

a) à l'échange de renseignements relatifs aux programmes scientifiques dans l'Antarctique, afin d'assurer au maximum l'économie des moyens et le rendement des opérations;

b) à des échanges de personnel scientifique entre expéditions et stations dans cette région;

c) à l'échange des observations et des résultats scientifiques obtenus dans l'Antarctique qui seront rendus librement disponibles.

2. Dans l'application de ces dispositions, la coopération dans les relations de travail avec les Institutions Spécialisées des Nations Unies et les autres organisations internationales pour lesquelles l'Antarctique offre un intérêt scientifique ou technique, sera encouragée par tous les moyens.

ARTICLE IV.

1. Aucune disposition du présent Traité ne peut être interprétée:

a) comme constituant, de la part d'aucune des Parties Contractantes, une renonciation à ses droits de souveraineté territoriale, ou aux revendications territoriales, précédemment affirmés par elle dans l'Antarctique;

b) comme un abandon total ou partiel de la part d'aucune des Parties Contractantes, d'une base de revendication de souveraineté territoriale dans l'Antarctique, qui pourrait résulter de ses propres activités ou de celles de ses ressortissants dans l'Antarctique, ou de toute autre cause;

c) comme portant atteinte à la position de chaque Partie Contractante en ce qui concerne la reconnaissance ou la non reconnaissance par cette Partie, du droit de souveraineté, d'une revendication ou d'une base de revendication de souveraineté territoriale de tout autre Etat, dans l'Antarctique.

2. Aucun acte ou activité intervenant pendant la durée du présent Traité ne constituera une base permettant de faire valoir, de soutenir ou de contester une revendication de souveraineté territoriale dans l'Antarctique, ni ne créera des droits de souveraineté dans cette région. Aucune revendication nouvelle, ni aucune extension d'une revendication de souveraineté territoriale précédemment affirmée, ne devra être présentée pendant la durée du présent Traité.

ARTICLE V.

1. Toute explosion nucléaire dans l'Antarctique est interdite, ainsi que l'élimination dans cette région de déchets radioactifs.

2. Au cas où seraient conclus des accords internationaux, auxquels participeraient toutes les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire y compris les explosions nucléaires et l'élimination de déchets radioactifs, les règles établies par de tels accords seront appliquées dans l'Antarctique.

ARTICLE VI.

Les dispositions du présent Traité s'appliquent à la région située au sud du 60ème degré de latitude Sud, y compris toutes les plates-formes glaciaires; mais rien dans le présent Traité ne pourra porter préjudice ou porter atteinte en aucune façon aux droits ou à l'exercice des droits reconnus à tout Etat par le droit international en ce qui concerne les parties de haute mer se trouvant dans la région ainsi délimitée.

ARTICLE VII.

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent Traité et d'en faire respecter les dispositions, chacune des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions mentionnées à l'Article IX de ce Traité, a le droit de désigner des observateurs chargés d'effectuer toute inspection prévue au présent Article. Ces observateurs seront choisis parmi les ressortissants de la Partie Contractante qui les désigne. Leurs noms seront communiqués à chacune des autres Parties Contractantes habilitées à désigner des observateurs; la cessation de leurs fonctions fera l'objet d'une notification analogue.

2. Les observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article auront complète liberté d'accès à tout moment à l'une ou à toutes les régions de l'Antarctique.

3. Toutes les régions de l'Antarctique, toutes les stations et installations, tout le matériel s'y trouvant, ainsi que tous les navires et aéronefs aux points de débarquement et d'embarquement de fret ou de personnel dans l'Antarctique, seront accessibles à tout moment à l'inspection de tous observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article.

4. Chacune des Parties Contractantes habilitées à désigner des observateurs peut effectuer à tout moment l'inspection aérienne de l'une ou de toutes les régions de l'Antarctique.

5. Chacune des Parties Contractantes doit, au moment de l'entrée en vigueur du présent Traité en ce qui la concerne, informer les autres Parties Contractantes et par la suite leur donner notification préalable:

(a) de toutes les expéditions se dirigeant vers l'Antarctique ou s'y déplaçant, effectuées à l'aide de ses navires ou par ses ressortissants, de toutes celles qui seront organisées sur son territoire ou qui en partiront;

(b) de l'existence de toutes stations occupées dans l'Antarctique par ses ressortissants;

(c) de son intention de faire pénétrer dans l'Antarctique, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 1 du présent Traité, du personnel ou du matériel militaires quels qu'ils soient.

ARTICLE VIII.

1. Afin de faciliter l'exercice des fonctions qui leur sont dévolues par le présent Traité et sans préjudice des positions respectives prises par les Parties Contractantes en ce qui concerne la juridiction sur toutes les autres personnes dans l'Antarctique, les observateurs désignés conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article VII et le **personnel scientifique faisant l'objet d'un échange** aux termes de l'alinéa 1-(b) de l'Article III du Traité ainsi que les personnes qui leur sont attachées et qui les accompagnent, n'auront à répondre que devant **la juridiction de la Partie Contractante dont ils sont ressortissants**, en ce qui concerne tous actes ou omissions durant le séjour qu'ils effectueront dans l'Antarctique pour y remplir leurs fonctions.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent Article et en attendant l'adoption des mesures prévues à l'alinéa 1-(e) de l'Article IX, les Parties Contractantes se trouvant parties à tout différend relatif à l'exercice de la juridiction dans l'Antarctique devront se consulter immédiatement en vue de parvenir à une solution acceptable de part et d'autre.

ARTICLE IX.

1. Les représentants des Parties Contractantes qui sont mentionnées au préambule du présent Traité se réuniront à Canberra dans les deux mois suivant son entrée en vigueur et, par la suite, à des intervalles et en des lieux appropriés, en vue d'échanger des informations, de se consulter sur des questions d'intérêt commun concernant l'Antarctique, d'étudier, formuler et recommander à leurs Gouvernements des mesures destinées à assurer le respect des principes et la poursuite des objectifs du présent Traité, et notamment des mesures:

(a) se rapportant à l'utilisation de l'Antarctique à des fins exclusivement pacifiques;

(b) facilitant la recherche scientifique dans l'Antarctique;

(c) facilitant la coopération scientifique internationale dans cette région;

(d) facilitant l'exercice des droits d'inspection prévus à l'Article VII du présent Traité;

(e) relatives à des questions concernant l'exercice de la juridiction dans l'Antarctique;

(f) relatives à la protection et à la conservation de la faune et de la flore dans l'Antarctique.

2. Toute Partie Contractante ayant adhéré au présent Traité conformément aux dispositions de l'Article XIII a le droit de nommer des représentants qui participeront aux réunions mentionnées au paragraphe 1 du présent Article, aussi longtemps qu'elle démontre l'intérêt qu'elle porte à l'Antarctique en y menant des activités substantielles de recherche scientifique telles que l'établissement d'une station ou l'envoi d'une expédition.

3. Les rapports des observateurs mentionnés à l'Article VII du présent Traité seront transmis aux représentants des Parties Contractantes qui participent aux réunions mentionnées au paragraphe 1 du présent Article.

4. Les mesures prévues au paragraphe 1 du présent Article prendront effet dès leur approbation par toutes les Parties Contractantes dont les représentants étaient habilités à participer aux réunions tenues pour l'examen desdites mesures.

5. L'un quelconque ou tous les droits établis par le présent Traité peuvent être exercés dès son entrée en vigueur, qu'il y ait eu ou non, comme il est prévu au présent Article, examen, proposition ou approbation de mesures facilitant l'exercice de ces droits.

ARTICLE X.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à prendre des mesures appropriées, compatibles avec la Charte des Nations Unies, en vue d'empêcher que personne n'entreprenne dans l'Antarctique aucune activité contraire aux principes ou aux intentions du présent Traité.

ARTICLE XI.

1. En cas de différend entre deux ou plusieurs des Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du présent Traité, ces Parties Contractantes se consulteront en vue de régler ce différend par voie de négociation, enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Tout différend de cette nature qui n'aura pu être ainsi réglé, devra être porté, avec l'assentiment dans chaque cas de toutes

les parties en cause, devant la Cour Internationale de Justice en vue de règlement; cependant l'impossibilité de parvenir à un accord sur un tel recours ne dispensera aucunement les parties en cause de l'obligation de continuer à rechercher la solution du différend par tous les modes de règlement pacifique mentionnés au paragraphe 1 du présent Article.

ARTICLE XII.

1. (a) Le présent Traité peut être modifié ou amendé à tout moment par accord unanime entre les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX. Une telle modification ou un tel amendement entrera en vigueur lorsque le Gouvernement dépositaire aura reçu de toutes ces Parties Contractantes avis de leur ratification;

(b) Par la suite une telle modification ou un tel amendement entrera en vigueur à l'égard de toute autre Partie Contractante lorsqu'un avis de ratification émanant de celle-ci aura été reçu par le Gouvernement dépositaire. Chacune de ces Parties Contractantes dont l'avis de ratification n'aura pas été reçu dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la modification ou de l'amendement conformément aux dispositions de l'alinéa 1-(a) du présent Article, sera considérée comme ayant cessé d'être partie au présent Traité à l'expiration de ce délai.

2. (a) Si à l'expiration d'une période de trente ans à dater de l'entrée en vigueur du présent Traité, une des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, en fait la demande par une communication adressée au Gouvernement dépositaire, une Conférence de toutes les Parties Contractantes sera réunie aussitôt que possible, en vue de revoir le fonctionnement du Traité.

(b) Toute modification ou tout amendement au présent Traité, approuvé à l'occasion d'une telle Conférence par la majorité des Parties Contractantes qui y seront représentées, y compris la majorité des Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions prévues à l'Article IX, sera communiqué à toutes les Parties Contractantes par le Gouvernement dépositaire, dès la fin de la Conférence, et entrera en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent Article.

(c) Si une telle modification ou un tel amendement n'est pas entré en vigueur, conformément aux dispositions de l'alinéa 1-(a) du présent Article, dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle toutes les Parties Contractantes en auront reçu communication, toute Partie Contractante peut, à tout moment après l'expiration de ce délai, notifier au Gouvernement dépositaire qu'elle cesse d'être partie au présent Traité; ce retrait prendra effet deux ans après la réception de cette notification par le Gouvernement dépositaire.

ARTICLE XIII.

1. Le présent Traité sera soumis à la ratification des Etats signataires. Il restera ouvert à l'adhésion de tout Etat membre des Nations Unies, ou de tout autre Etat qui pourrait être invité à adhérer au Traité avec le consentement de toutes les Parties Contractantes dont les représentants sont habilités à participer aux réunions mentionnées à l'Article IX du Traité.

2. La ratification du présent Traité ou l'adhésion à celui-ci sera effectuée par chaque Etat conformément à sa procédure constitutionnelle.

3. Les instruments de ratification et les instruments d'adhésion seront déposés près le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sera le Gouvernement dépositaire.

4. Le Gouvernement dépositaire avisera tous les Etats signataires et adhérents de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion ainsi que de la date d'entrée en vigueur du Traité et de toute modification ou de tout amendement qui y serait apporté.

5. Lorsque tous les Etats signataires auront déposé leurs instruments de ratification, le présent Traité entrera en vigueur pour ces Etats et pour ceux des Etats qui auront déposé leurs instruments d'adhésion. Par la suite, le Traité entrera en vigueur pour tout Etat adhérent, à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

6. Le présent Traité sera enregistré par le Gouvernement dépositaire conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XIV.

Le présent Traité, rédigé dans les langues anglaise, française, russe et espagnole, chaque version faisant également foi, sera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en transmettra des copies certifiées conformes aux Gouvernements des Etats signataires ou adhérents.

THE ANTARCTIC TREATY

The Governments of Argentina, Australia, Belgium, Chile, the French Republic, Japan, New Zealand, Norway, the Union of South Africa, the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America.

Recognizing that it is in the interest of all mankind that Antarctica shall continue forever to be used exclusively for peaceful purposes and shall not become the scene or object of international discord;

Acknowledging the substantial contributions to scientific knowledge resulting from international cooperation in scientific investigation in Antarctica;

Convinced that the establishment of a firm foundation for the continuation and development of such cooperation on the basis of freedom of scientific investigation in Antarctica as applied during the International Geophysical Year accords with the interests of science and the progress of all mankind;

Convinced also that a treaty ensuring the use of Antarctica for peaceful purposes only and the continuance of international harmony in Antarctica will further the purposes and principles embodied in the Charter of the United Nations;

Have agreed as follows:

ARTICLE I.

1. Antarctica shall be used for peaceful purposes only. There shall be prohibited, *inter alia*, any measures of a military nature, such as the establishment of military bases and fortifications, the carrying out of military maneuvers, as well as the testing of any type of weapons.

2. The present Treaty shall not prevent the use of military personnel or equipment for scientific research or for any other peaceful purpose.

ARTICLE II.

Freedom of scientific investigation in Antarctica and cooperation toward that end, as applied during the International Geophysical Year, shall continue, subject to the provisions of the present Treaty.

ARTICLE III.

1. In order to promote international cooperation in scientific investigation in Antarctica, as provided for in Article II of the present Treaty, the Contracting Parties agree that, to the greatest extent feasible and practicable:

(a) information regarding plans for scientific programs in Antarctica shall be exchanged to permit maximum economy and efficiency of operations;

(b) scientific personnel shall be exchanged in Antarctica between expeditions and stations;

(c) scientific observations and results from Antarctica shall be exchanged and made freely available.

2. In implementing this Article, every encouragement shall be given to the establishment of cooperative working relations with those Specialized Agencies of the United Nations and other international organizations having a scientific or technical interest in Antarctica.

ARTICLE IV.

1. Nothing contained in the present Treaty shall be interpreted as:

(a) a renunciation by any Contracting Party of previously asserted rights of claims to territorial sovereignty in Antarctica;

(b) a renunciation or diminution by any Contracting Party of any basis of claim to territorial sovereignty in Antarctica which it may have whether as result of its activities or those of its nationals in Antarctica, or otherwise;

(c) prejudicing the position of any Contracting Party as regards its recognition or non-recognition of any other State's right of or claim or basis of claim to territorial sovereignty in Antarctica.

2. No acts or activities taking place while the present Treaty is in force shall constitute a basis for asserting, supporting or denying a claim to territorial sovereignty in Antarctica or create any rights of sovereignty in Antarctica. No new claim or enlargement of an existing claim, to territorial sovereignty in Antarctica shall be asserted while the present Treaty is in force.

ARTICLE V.

1. Any nuclear explosions in Antarctica and the disposal there of radioactive waste material shall be prohibited.

2. In the event of the conclusion of international agreements concerning the use of nuclear energy, including nuclear explosions and the disposal of radioactive waste material, to which all of the Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX are parties, the rules established under such agreements shall apply in Antarctica.

ARTICLE VI.

The provisions of the present Treaty shall apply to the area south of 60° South Latitude, including all ice shelves, but nothing in the present Treaty shall prejudice or in any way affect the rights, or the exercise of the rights, of any State under international law with seas within that area.

ARTICLE VII.

1. In order to promote the objectives and ensure the observance of the provisions of the present Treaty each Contracting Party whose representatives are entitled to participate in the meetings referred to in Article IX of the Treaty shall have the right to designate observers to carry out any inspection provided for by the present Article. Observers shall be nationals of the Contracting Parties which designate them. The names of observers shall be communicated to every other Contracting Party having the right to designate observers, and like notice shall be given of the termination of their appointment.

2. Each observer designated in accordance with the provisions of paragraph 1 of this Article shall have complete freedom of access at any time to any or all areas of Antarctica.

3. All areas of Antarctica, including all stations, installations and equipment within those areas, and all ships and aircraft at points of discharging or embarking cargoes or personnel in Antarctica, shall be open at all times to inspection by any observers designated in accordance with paragraph 1 of this Article.

4. Aerial observation may be carried out at any time over any or all areas of Antarctica by any of the Contracting Parties having the right to designate observers.

5. Each Contracting Party shall, at the time when the present Treaty enters into force for it, inform the other Contracting Parties, and thereafter shall give them notice in advance, of

(a) all expeditions to and within Antarctica, on the part of its ships or nationals, and all expeditions to Antarctica organized in or proceeding from its territory;

(b) all stations in Antarctica occupied by its nationals; and

(c) any military personnel or equipment intended to be introduced by it into Antarctica subject to the conditions prescribed in paragraph 2 of Article I of the present Treaty.

ARTICLE VIII.

1. In order to facilitate the exercise of their functions under the present Treaty, and without prejudice to the respective positions of the Contracting Parties relating to jurisdiction over all other persons in Antarctica, observers designated under paragraph 1 of Article VII and scientific personnel exchanged under subparagraph 1-(b) of Article III of the Treaty, and members of the staff accompanying any such persons, shall be subject only to the jurisdiction of the Contracting Party of which they are nationals in respect of all acts or omissions occurring while they are in Antarctica for the purpose of exercising their functions.

2. Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of this Article, and pending the adoption of measures in pursuance of subparagraph 1-(e) of Article IX, the Contracting Parties concerned in any case of dispute with regard to the exercise of jurisdiction in Antarctica shall immediately consult together with a view to reaching a mutually acceptable solution.

ARTICLE IX.

1. Representatives of the Contracting Parties named in the preamble to the present Treaty shall meet at the City of Canberra within two months after the date of entry into force of the Treaty, and thereafter at suitable intervals and places, for the purpose of exchanging information, consulting together on matters of common interest pertaining to Antarctica, and formulating and considering, and recommending to their Governments, measures in furtherance of the principles and objectives of the Treaty, including measures regarding:

- (a) use of Antarctica for peaceful purpose only;
- (b) facilitation of scientific research in Antarctica;
- (c) facilitation of international scientific cooperation in Antarctica;
- (d) facilitation of the exercise of the rights of inspection provided for in Article VII of the Treaty;
- (e) questions relating to the exercise of jurisdiction in Antarctica;
- (f) preservation and conservation of living resources in Antarctica.

2. Each Contracting Party which has become a party to the present Treaty by accession under Article XIII shall be entitled to appoint respectively to participate in the meetings referred to in paragraph 1 of the present Article, during such time as that Contracting Party demonstrates its interest in Antarctica by conducting substantial scientific research activity there, such as the establishment of a scientific station or the despatch of a scientific expedition.

3. Reports from the observers referred to in Article VII of the present Treaty shall be transmitted to the representatives of the Contracting Parties participating in the meetings referred to in paragraph 1 of the present Article.

4. The measures referred to in paragraph 1 of this Article shall become effective when approved by all the Contracting Parties whose representatives were entitled to participate in the meetings held to consider those measures.

5. Any or all of the rights established in the present Treaty may be exercised as from the date of entry into force of the Treaty whether or not any measures facilitating the exercise of such rights have been proposed, considered or approved as provided in this Article.

ARTICLE X.

Each of the Contracting Parties undertakes to exert appropriate efforts, consistent with the Charter of the United Nations, to the end that no one engages in any activity in Antarctica contrary to the principles or purposes of the present Treaty.

ARTICLE XI.

1. If any dispute arises between two or more of the Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Treaty, those Contracting Parties shall consult among themselves with a view to having dispute resolved by negotiation, inquiry, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement or other peaceful means of their own choice.

2. Any dispute of this character not so resolved shall with the consent, in each case, of all parties to the dispute, be referred to the International Court of Justice for settlement; but failure to reach agreement on reference to the International Court shall not absolve parties to the dispute from the responsibility of continuing to seek to resolve it by any of the various peaceful means referred to in paragraph 1 of this Article.

ARTICLE XII.

1. (a) The present Treaty may be modified or amended at any time by unanimous agreement of the Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX. Any such modification or amendment shall enter into force when the depositary Government has received notice from all such Contracting Parties that they have ratified it.

(b) Such modification or amendment shall thereafter enter into force as to any other Contracting Party when notice of ratification by it has been received by the depositary Government. Any such Contracting Party from which no notice of ratification is received within a period of two years from the date of entry into force of the modification or amendment in accordance with the provisions of subparagraph 1-(a) of this Article shall be deemed to have withdrawn from the present Treaty on the date of the expiration of such period.

2. (a) If after the expiration of thirty years from the date of entry into force of the present Treaty, any of the Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX so requests by a communication addressed to the depositary Government, a Conference of all the Contracting Parties shall be held as soon as practicable to review the operation of the Treaty.

(b) Any modification or amendment to the present Treaty which is approved at such a Conference by a majority of the Contracting Parties there represented, including a majority of those whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX, shall be communicated by the depositary Government to all the Contracting Parties immediately after the termination of the Conference and shall enter into force in accordance with the provisions of paragraph 1 of the present Article.

(c) If any such modification or amendment has not entered into force in accordance with the provisions of subparagraph 1-(a) of this Article within a period of two years after the date of its communication to all the Contracting Parties, any Contracting Party may at any time after the expiration of that period give notice to the depositary Government of its withdrawal from the present Treaty; and such withdrawal shall take effect two years after the receipt of the notice by the depositary Government.

ARTICLE XIII.

1. The present Treaty shall be subject to ratification by the signatory States. It shall be open for accession by any State which is a Member of the United Nations, or by any other State which may be invited to accede to the Treaty with the consent of all the

Contracting Parties whose representatives are entitled to participate in the meetings provided for under Article IX of the Treaty.

2. Ratification of or accession to the present Treaty shall be effected by each State in accordance with its constitutional processes.

3. Instruments of ratification and instruments of accession shall be deposited with the Government of the United States of America, hereby designated as the depositary Government.

4. The depositary Government shall inform all signatory and acceding States of the date of each deposit of an instrument of ratification or accession, and the date of entry into force of the Treaty and of any modification or amendment thereto.

5. Upon the deposit of instruments of ratification by all the signatory States, the present Treaty shall enter into force for those States and for State which have deposited instruments of accession. Thereafter the Treaty shall enter into force for any acceding State upon the deposit of its instrument of accession.

6. The present Treaty shall be registered by the depositary Government pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

ARTICLE XIV.

The present Treaty, done in the English, French, Russian and Spanish languages, each version being equally authentic, shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America, which shall transmit duly certified copies thereof to the Government of the signatory and acceding States.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont apposé leur signature au présent Traité.

FAIT à Washington le premier décembre mille neuf cent cinquante-neuf.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized, have signed the present Treaty.

DONE at Washington this first day of December, one thousand nine hundred and fifty-nine.

Pour l'Argentine
For Argentina

ADOLFO SCILIGO
F. BELLO

Pour l'Australie
For Australia

HOWARD BEALE

Pour la Belgique
For Belgium

OBERT DE THIEUSIES

Pour le Chili
For Chile

MARCIAL MORA M.

E. GAJARDO V.

JULIO ESCUDERO

Pour la République Française
For the French Republic

PIERRE CHARPENTIER

Pour le Japon

KOICHIRO ASAKAI

T. SHIMODA

Pour la Nouvelle-Zélande
For New Zealand

G. D. L. WHITE

Pour la Norvège
For Norway

PAUL KOHT

Pour l'Union Sud-Africaine
For the Union of South Africa

WENTZEL C. DU PLESSIS

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques
For the Union of Soviet Socialist Republics

V. KUZNETSOV

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

HAROLD CACCIA

Pour les Etats-Unis d'Amérique
For the United States of America

HERMAN PHLEGÈR

PAUL C. DANIELS

Visto, il Ministro degli affari esteri
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel trattato.

TRATTATO SULL'ANTARTIDE

I Governi dell'Argentina, dell'Australia, del Belgio, del Cile, della Repubblica francese, del Giappone, della Nuova Zelanda, della Norvegia, dell'Unione del Sud-Africa, dell'Unione delle Repubbliche socialiste sovietiche, del Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord, e degli Stati Uniti d'America,

Riconoscendo che è nell'interesse dell'intera umanità che l'Antartide continui ad essere sempre usata esclusivamente a fini pacifici e non divenga teatro od oggetto di discordie internazionali;

Apprezzando i contributi sostanziali apportati alla conoscenza scientifica dalla cooperazione internazionale in materia di ricerca scientifica nell'Antartide;

Convinti che la creazione di basi solide per la continuazione e lo sviluppo di tale cooperazione fondata sulla libertà della ricerca scientifica nell'Antartide quale è stata praticata nel corso dell'Anno Geofisico Internazionale è conforme agli interessi della scienza e del progresso dell'intera umanità;

Persuasi inoltre che un Trattato che assicuri l'uso dell'Antartide per soli scopi pacifici nonché il mantenimento della concordia internazionale nell'Antartide favorirà gli scopi ed i principi contenuti nella Carta delle Nazioni Unite;

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

1. L'Antartide verrà usata a soli scopi pacifici. Verrà proibita, tra l'altro, ogni misura di natura militare, quale la creazione di basi e fortificazioni militari, lo svolgimento di manovre militari, nonché il collaudo di qualsiasi tipo di armi.

2. Il presente Trattato non vieterà l'uso di personale o di attrezzature militari per la ricerca scientifica o per ogni altro scopo pacifico.

ARTICOLO II.

Conformemente alle disposizioni del presente Trattato, proseguiranno la libertà della ricerca scientifica nell'Antartide e la cooperazione a tale fine, come sono state applicate nel corso dell'Anno Geofisico Internazionale.

ARTICOLO III.

1. Allo scopo di promuovere la cooperazione internazionale nel campo della ricerca scientifica nell'Antartide, come previsto dall'articolo II del presente Trattato, le Parti Contraenti convengono che, nella più larga misura possibile ed attuabile:

a) vengano scambiate informazioni relative a piani per attuare programmi scientifici nell'Antartide al fine di permettere la massima economia ed efficienza delle operazioni;

b) venga scambiato il personale scientifico nell'Antartide fra spedizioni e stazioni;

c) vengano scambiati e resi liberamente disponibili le osservazioni scientifiche ed i risultati ottenuti nell'Antartide.

2. Nell'applicazione del presente Articolo, verrà dato ogni incoraggiamento alla creazione di relazioni di lavoro cooperative con le agenzie specializzate delle Nazioni Unite ed altre organizzazioni internazionali che abbiano interessi scientifici o tecnici nell'Antartide.

ARTICOLO IV.

1. Nessuna disposizione del presente Trattato dovrà essere interpretata come:

a) una rinuncia da parte di ogni Parte Contraente a diritti fatti valere precedentemente od a rivendicazioni alla sovranità territoriale nell'Antartide;

b) una rinuncia o diminuzione da parte di ogni Parte Contraente ad ogni base di rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide che essa possa avere sia quale risultato delle proprie attività o di quelle dei propri cittadini nell'Antartide, o altrimenti;

c) pregiudizievole alla posizione di ogni Parte Contraente per quanto attiene al proprio riconoscimento o mancato riconoscimento del diritto di ogni altro Stato o rivendicazione o base di rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide.

2. Nessun atto od attività che abbia luogo mentre il presente Trattato è in vigore costituirà la base per asserire, sostenere o negare una rivendicazione alla sovranità territoriale nell'Antartide, né per creare alcun diritto alla sovranità dell'Antartide. Nessuna nuova rivendicazione od estensione di una rivendicazione esistente alla sovranità territoriale nell'Antartide potrà essere fatta valere mentre il presente Trattato è in vigore.

ARTICOLO V.

1. Sarà vietata ogni esplosione nucleare nell'Antartide nonché il deposito in detta regione di scorie radioattive.

2. In caso di conclusione di accordi internazionali relativi all'uso dell'energia nucleare, incluse le esplosioni nucleari e la eliminazione di scorie radioattive, ai quali siano parti tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti sono autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX, verranno applicate all'Antartide le norme stabilite in base a tali Accordi.

ARTICOLO VI.

Le disposizioni del presente Trattato si applicheranno all'area situata a sud del 60° di latitudine sud, ivi incluse tutte le piattaforme di ghiaccio, ma nulla nel presente Trattato potrà pregiudicare o in ogni modo ledere i diritti, o l'esercizio dei diritti di ogni Stato in base al diritto internazionale per quanto riguarda le zone di alto mare poste all'interno di tale area.

ARTICOLO VII.

1. Al fine di raggiungere gli obiettivi e di assicurare l'osservanza delle disposizioni del presente Trattato, ciascuna Parte Contraente i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX del Trattato avrà il diritto di designare degli osservatori per effettuare qualsiasi ispezione prevista dal presente Articolo. Gli osservatori dovranno essere cittadini delle Parti Contraenti che li hanno designati. I nomi degli osservatori dovranno essere comunicati ad ogni altra Parte Contraente che abbia diritto a designare osservatori, ed analogamente dovrà essere data notizia relativamente alla cessazione del loro incarico.

2. Ogni osservatore designato in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo dovrà avere completa libertà di accesso in ogni momento ad una od a tutte le aree dell'Antartide.

3. Tutte le aree dell'Antartide, incluse tutte le stazioni, installazioni ed attrezzature all'interno di tali aree, nonché tutte le navi ed aeromobili nei punti di sbarco o imbarco a bordo di merci o personale nell'Antartide, dovranno essere aperte in ogni momento all'ispezione di ogni osservatore designato in conformità del paragrafo 1 del presente Articolo.

4. Potranno essere effettuate osservazioni aeree in ogni momento su una o tutte le aree dell'Antartide da parte di ogni Parte Contraente che abbia diritto a designare osservatori.

5. Ciascuna Parte Contraente dovrà, al momento dell'entrata in vigore del presente Trattato nei suoi confronti, informare le altre Parti Contraenti, e successivamente notificare ad esse in anticipo:

a) tutte le spedizioni verso l'Antartide o all'interno di essa, da parte di proprie navi o cittadini, nonché tutte le spedizioni verso l'Antartide organizzate o provenienti dal proprio territorio;

b) tutte le stazioni nell'Antartide occupate da propri cittadini;

c) ogni attrezzatura o personale militare che intenda essere portato da essa nell'Antartide subordinatamente alle condizioni del paragrafo 2 dell'Articolo I del presente Trattato.

ARTICOLO VIII.

1. Allo scopo di facilitare l'esercizio delle proprie funzioni in base al presente Trattato, e senza pregiudicare le rispettive posizioni delle Parti Contraenti relative alla giurisdizione su tutte le altre persone nell'Antartide, gli osservatori designati in base al paragrafo 1 dell'Articolo VII ed il personale scientifico scambiato in base al sottoparagrafo 1-(b) dell'Articolo III del Trattato, nonché i membri del personale che accompagnano tali persone, saranno soggetti unicamente alla giurisdizione della Parte Contraente della quale essi sono cittadini per tutti gli atti od omissioni che si siano verificati mentre essi si trovano nell'Antartide allo scopo di esercitare le proprie funzioni.

2. Senza pregiudizio delle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo, e in attesa dell'adozione di misure in esecuzione del sottoparagrafo 1-(e) dell'Articolo IX, le Parti Contraenti interessate in ogni caso di controversia relativamente all'esercizio della giurisdizione nell'Antartide dovranno immediatamente consultarsi al fine di raggiungere una soluzione accettabile da tutte.

ARTICOLO IX.

1. I rappresentanti delle Parti Contraenti menzionate nel preambolo del presente Trattato si incontreranno nella città di Canberra entro due mesi dalla data di entrata in vigore del Trattato, e successivamente a intervalli e in luoghi adeguati, allo scopo di scambiare informazioni, di consultarsi su questioni di comune interesse relative all'Antartide, di formulare e considerare, nonché di raccomandare ai propri Governi delle misure destinate ad assicurare il rispetto dei principi, il perseguimento degli obiettivi del Trattato, incluse misure relative:

a) all'uso dell'Antartide a soli fini pacifici;

b) alla facilitazione della ricerca scientifica nell'Antartide;

c) alla facilitazione della cooperazione scientifica internazionale nell'Antartide;

d) alla facilitazione dell'esercizio dei diritti di ispezione previsti dall'Articolo VII del Trattato;

e) ai problemi relativi all'esercizio della giurisdizione nell'Antartide;

f) alla preservazione ed alla conservazione della fauna e della flora nell'Antartide.

2. Ciascuna Parte Contraente che sia divenuta Parte del presente Trattato mediante adesione in base all'Articolo XIII avrà diritto a nominare rappresentanti a partecipare alle riunioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo, per tutto il tempo in cui tale Parte Contraente dimostri il proprio interesse nell'Antartide conducendo sostanziali attività di ricerca scientifica in tale territorio, quali la creazione di una stazione scientifica o l'invio di una spedizione scientifica.

3. Verranno trasmesse ai rappresentanti delle Parti Contraenti che partecipino alle riunioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo le relazioni degli osservatori di cui all'Articolo VII del presente Trattato.

4. Le misure di cui al paragrafo 1 del presente Articolo acquisteranno efficacia quando verranno approvate da tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti siano stati autorizzati a partecipare alle riunioni indette allo scopo di studiare tali misure.

5. Uno qualsiasi o la totalità dei diritti stabiliti nel presente Trattato potranno essere esercitati a partire dalla data di entrata in vigore del Trattato sia che le misure istituite allo scopo di facilitare l'esercizio di detti diritti siano state o meno proposte, studiate o approvate come previsto dal presente Articolo.

ARTICOLO X.

1. Nel caso abbia a sorgere una controversia fra due o più Parti Contraenti sull'interpretazione o l'applicazione del presente Trattato, tali Parti Contraenti si consulteranno fra loro al fine di comporre la controversia mediante negoziato, inchiesta, mediazione, conciliazione, arbitrato, componimento giudiziale o altri mezzi pacifici di loro propria scelta.

2. Ogni controversia di questo tipo che non venga composta in tale modo, dovrà, con il consenso in ogni caso di tutte le parti in controversia, essere deferita alla Corte Internazionale di Giustizia perché venga risolta; tuttavia il mancato accordo sul deferimento alla Corte Internazionale non dispenserà le parti in controversia dall'obbligo di continuare a cercare di comporre la controversia con uno qualsiasi dei mezzi pacifici di cui al paragrafo 1 del presente Articolo.

ARTICOLO XII.

1. a) Il presente Trattato potrà essere modificato od emendato in ogni momento col consenso unanime delle Parti Contraenti i cui rappresentanti abbiano diritto a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX. Ogni modifica od emendamento di tale genere entrerà in vigore quando il Governo depositario avrà ricevuto notifica da tutte le Parti Contraenti interessate che esse lo hanno ratificato;

b) tale modifica od emendamento entrerà successivamente in vigore nei confronti di ogni altra Parte Contraente quando il Governo depositario avrà ricevuto comunicazione dell'avvenuta ratifica da parte di essa. Si riterrà che una Parte Contraente dalla quale non si sia ricevuta alcuna comunicazione di ratifica entro un termine di due anni dalla data di entrata in vigore della modifica o dell'emendamento in conformità alle disposizioni del sottoparagrafo 1a) del presente Articolo si sia ritirata dal presente Trattato, alla data dello scadere di tale termine.

2. a) Ove, successivamente al decorso di un termine di trenta anni dalla data di entrata in vigore del presente Trattato, una delle Parti Contraenti i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX lo richieda mediante comunicazione indirizzata al Governo depositario, sarà tenuta una conferenza di tutte le Parti Contraenti nel più breve termine possibile, allo scopo di rivedere il funzionamento del Trattato;

b) qualsiasi modifica od emendamento del presente Trattato che sia approvata nel corso di una tale conferenza dalla maggioranza delle Parti Contraenti in essa rappresentate, inclusa la maggioranza di quelle i cui rappresentanti hanno diritto a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX, verrà comunicata dal Governo depositario a tutte le Parti Contraenti immediatamente dopo la chiusura della conferenza ed entrerà in vigore in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo;

c) ove una tale modifica od emendamento non sia entrato in vigore in conformità alle disposizioni del sottoparagrafo 1 a) del presente Articolo entro un periodo di due anni dalla data in cui sia stato comunicato a tutte le Parti Contraenti, ogni Parte Contraente potrà in ogni momento, successivamente allo scadere di tale termine, notificare al Governo depositario il proprio ritiro dal presente Trattato, e tale ritiro avrà efficacia due anni dopo il ricevimento di detta notifica da parte del Governo depositario.

ARTICOLO XIII.

1. Il presente Trattato sarà soggetto a ratifica da parte degli Stati firmatari. Resterà aperto all'adesione da parte di ogni Stato che sia membro delle Nazioni Unite, o di ogni altro Stato che possa essere invitato ad aderire al Trattato con il consenso di tutte le Parti Contraenti i cui rappresentanti siano autorizzati a partecipare alle riunioni di cui all'Articolo IX del Trattato stesso.

2. Ogni Stato procederà alla ratifica od all'adesione al presente Trattato in conformità alle proprie procedure costituzionali.

3. Gli strumenti di ratifica e di adesione verranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, designato quale Governo depositario.

4. Il Governo depositario informerà tutti gli Stati firmatari od aderenti della data di ogni deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione, nonché della data di entrata in vigore del Trattato e di ogni modifica od emendamento allo stesso.

5. All'atto del deposito degli strumenti di ratifica da parte di tutti gli Stati firmatari, il presente Trattato entrerà in vigore per tali Stati e per gli Stati che avranno depositato gli strumenti di adesione. Il Trattato entrerà successivamente in vigore per ogni Stato aderente all'atto del deposito del proprio strumento di adesione.

6. Il presente Trattato verrà registrato dal Governo depositario conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XIV.

Il presente Trattato, fatto nelle lingue inglese, francese, russa e spagnola, ogni testo facente ugualmente fede, sarà depositato negli Archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, che ne trasmetterà copie conformi ai Governi degli Stati firmatari ed aderenti.

In fede di che, i Plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno apposto la propria firma al presente Trattato.

Fatto a Washington il primo dicembre millenovecentocinquantanove.

(Seguono le firme)